



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE ET DES AFFAIRES RURALES**

Direction générale de la forêt et des affaires rurales

Sous-direction de la forêt et du bois

Bureau de l'orientation de la sylviculture

Adresse : 19 avenue du Maine
75732 Paris cedex 15

Tél. : 01 49 55 51 26

Fax : 01 49 55 84 06


NOTE DE SERVICE

DGFAR/SDFB/N2003-5009

Date : 03 JUIN 2003

Date de mise en application : immédiate

Le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la
pêche et des affaires rurales
à

 Nombre d'annexe : 1

Mesdames et Messieurs les Préfets
de région et de département

Objet : enveloppe de droits à engager – mesure H2 du PDRN

Bases juridiques :

- règlement (CE) n°1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999,
- décret n°2001-359 du 19 avril 2001 relatif à l'attribution d'une prime annuelle destinée à compenser les pertes de revenu découlant du boisement de surfaces agricoles,
- circulaire DERF/SDF/C2001-3020 du 8 août 2001 relative aux modalités d'attribution d'une prime annuelle destinée à compenser les pertes de revenu découlant du boisement de surfaces agricoles,
- circulaire DAF/SDAB C2000-1523 du 18 décembre 2000 (complétée par celles du 14 mars 2001, du 18 décembre 2001 et du 28 janvier 2003) relative au paiement par le CNASEA des aides au titre du règlement de développement rural (RDR) pour le volet FEOGA-Garantie.

Résumé :

La présente note de service complète la circulaire DERF/SDF/C2001-3020 du 8 août 2001 et notamment son point 5.2 « Décision ». Dans le cadre général régissant les circuits administratifs et financiers entre l'administration centrale du MAAPAR, les préfets et le CNASEA, une enveloppe nationale annuelle de droits à engager est autorisée pour la mesure H2 du PDRN (boisement de terres agricoles).

Mots-clés :

Enveloppe nationale de droits à engager – mesure H2 du PDRN – prime annuelle destinée à compenser les pertes de revenu résultant du boisement de surfaces agricoles.

Destinataires pour exécution	
Préfets de région et de département Directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt Directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt	CNASEA

Le paragraphe 5.2 « Décision » de la circulaire (rectifiée le 10/09/2001) DERF/SDF/C2001-3020 et DEPSE/C2001-7034 du 8 août 2001 est complété par la présente note de service.

Une gestion par enveloppes de droits à engager a remplacé les délégations de crédits aux services déconcentrés. La circulaire DAF/SDAB/C2000-1523 du 18 décembre 2000 (complétée par celles du 14 mars 2001, du 18 décembre 2001 et du 28 janvier 2003) relative au paiement par le CNASEA des aides au titre du règlement de développement rural (RDR) pour le volet FEOGA-Garantie, a établi les circuits administratifs et financiers entre l'administration centrale du MAAPAR, les préfets (et leurs services déconcentrés DDAF / DRAF) et le CNASEA.

La mesure H2 du PDRN, financée sur la ligne budgétaire **44.41.23** du budget de l'Etat et cofinancée par le FEOGA-garantie dans le cadre du PDRN, est ainsi gérée à compter de l'exercice budgétaire 2003 sur la base d'une **enveloppe nationale de droits à engager**.

Cette mesure porte sur le versement d'une prime annuelle dont le montant est arrêté par le préfet de département. Cette prime est versée pendant une période de :

- 15 ans pour les boisements réalisés en hêtre, chênes sessile et pédonculé,
- 10 ans pour les boisements réalisés en autres feuillus et résineux,
- 7 ans pour les plantations de peuplier.

Procédure :

La DGFAR détermine chaque année l'enveloppe nationale de droits à engager.

L'enveloppe nationale de droits à engager d'une année porte sur les dossiers engagés comptablement entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de cette année. Elle est gérée nationalement et ne fait l'objet d'aucune prérépartition entre les différents préfets de département. **Les dossiers sont engagés par l'ensemble des préfets de département jusqu'à épuisement de l'enveloppe nationale annuelle.**

Avant de prendre toute décision juridique d'octroi de la prime, il appartient au préfet de département de proposer à la délégation régionale du CNASEA dont il relève, un engagement comptable du dossier en utilisant une **fiche de proposition d'engagement (formulaire en annexe)**.

Le montant de l'engagement doit correspondre à la totalité des paiements à effectuer sur l'ensemble de la période d'attribution de la prime. Ainsi, **la fiche de proposition d'engagement indique outre le montant total de la prime, l'échéancier prévisionnel des paiements.** Celui-ci comporte au maximum 15 annuités de paiement (cas des boisements en hêtre ou chênes pédonculé et sessile). Il est établi sur la base d'une date estimée de réalisation du boisement et de versement du premier paiement.

Attention, un dossier engagé comptablement sur une enveloppe annuelle donnée peut ne faire l'objet d'une réception de boisement et par conséquent d'un premier paiement que plusieurs années plus tard, dans la limite des délais de réalisation fixés au titre de l'aide à l'investissement (mesure H1 du PDRN).

S'il reste des disponibilités sur l'enveloppe nationale de droits à engager, le CNASEA valide la proposition d'engagement comptable du préfet de département, qui peut alors engager juridiquement le dossier. Après avoir visé la fiche de proposition et conservé une copie du document, la délégation régionale du CNASEA transmet l'original à la DDAF.

NB : les dossiers engagés juridiquement (décision initiale BTA6) entre le 1^{er} janvier 2003 et la date de parution de la présente circulaire doivent comporter une fiche de proposition d'engagement comptable prise sur l'enveloppe de droits à engager 2003 visée par le CNASEA. Vous procéderez à la régularisation de ces dossiers en liaison avec la délégation régionale du CNASEA compétente.

S'agissant des modalités de désengagement et de clôture d'engagement, vous vous référerez à la circulaire DAF/DEPSE du 18 décembre 2001, complétée par le point 3.4 de la circulaire DEPSE/DAF du 28 janvier 2003.

Les enveloppes d'imputation sont numérotées comme suit (première ligne de la fiche de proposition d'engagement comptable en annexe) :

« H »-« millésime » (en quatre chiffres)-« N000 »-« N000 »-« H02000 »-« 444123 »-« 01 ».

Le numéro de l'enveloppe d'imputation 2003 est ainsi :

Numéro de l'enveloppe d'imputation :



H	2	0	0	3	N	0	0	0	N	0	0	0	H	0	2	0	0	4	4	1	2	3	0	1
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Vous voudrez bien m'informer de toutes difficultés liées à la mise en œuvre des présentes dispositions.

La Sous-directrice de la forêt et du bois,

Claire HUBERT

ANNEXE

   MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE ET DES AFFAIRES RURALES	<p align="center"> BOISEMENT DES TERRES AGRICOLES PRIME ANNUELLE DE COMPENSATION DE PERTE DE REVENU <i>Mesure h2 du PDRN</i> </p> <p align="center"> <u>FICHE DE PROPOSITION</u> <u>D'ENGAGEMENT COMPTABLE</u> </p> <p align="center"> Règlement (CEE) N°1257/1999 du conseil du 17 mai 1999 Règlement (CEE) N° 3508/92 du conseil du 27 Novembre 1992 et N°2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 Décret N°2001-359 du 19 avril 2001 </p>	<p align="center"> <u>Partie réservée à la</u> <u>DDAF :</u> </p> <p>Nom du demandeur :</p> <p>N° dossier :</p>
---	--	--

Numéro de l'enveloppe d'imputation :

Age Group	Number of People
0-4	10
5-9	10
10-14	10
15-19	10
20-24	10
25-29	10
30-34	10
35-39	10
40-44	10
45-49	10
50-54	10
55-59	10
60-64	10
65+	10

Identification du bénéficiaire

Personne physique	N° PACAGE :
Nom de naissance :	
<i>Nom d'usage :</i>	Adresse postale : N° rue :
Date de naissance :	<i>Complément N° rue :</i>
Commune de naissance:	Nom rue :
Pays de naissance :	<i>Complément nom rue :</i>
N°SIRET (ou SIREN):	Code postal :
	Commune :
Personne morale	Domiciliation bancaire :
N°SIRET :	
	Code banque
Raison sociale :	Code guichet
	N° de compte
Forme juridique :	

Identification de l'administration responsable

Service instructeur:

Personne à contacter pour précision :

Tél. :

Fax :

Courriel :

Région ou Département :

Identification du dossier

Numéro de dossier : _____ **Dispositif d'aide :** _____

Commune du projet : _____

☐ PDRN

MesureSous-mesure

Sous-sous-mesure

☐ Autre

Préciser :

Plan de financement global du projet :

Montant du projet éligible :	Montant de l'autofinancement :
------------------------------	--------------------------------

Financier	Mode de paiement A/D *	Montant part nationale	Montant part FEOGA	Total
Total				

*A : associé / D : dissocié (en cas d'interventions de collectivités, établissements publics, FNADT)

Echéancier prévisionnel des paiements pour les sommes engagées dans le présent engagement comptable :

Années civiles	Montants prévisionnels des paiements	Part nationale	Part FEOGA

Réservation de crédits :

Financier	Montant demandé	Disponible sur sous-enveloppe après engagement comptable (à remplir par le CNASEA)
Etat ou collectivités (1)		
FEOGA		
Total		
Demande en date du _____		Numéro d'engagement comptable _____
Signature		VISA CNASEA le,

(1) en cas de paiement dissocié de la part nationale, cette ligne n'est pas à remplir